

## AKTUELL

PHOTO: POLICE GRAND-DUCALE



POLICE

## Souffre-douleurs ?

Luc Caregari

**Comme chaque année, l'assemblée générale du syndicat de la police grand-ducale reflète les doléances des forces de sécurité : eux aussi se sentent victimes.**

Depuis jeudi matin un message d'excuse s'affiche sur la première page du site du syndicat de la police (SNPGL). En effet, les syndicalistes expriment leurs regrets aux quelques 200 collègues qui ont du faire marche arrière devant la salle comble à Hesperange où s'est tenue la réunion annuelle. Un tel intérêt reflète bien l'inquiétude des forces de police face à leur situation et leur futur.

Comme toujours la police se sent mal-aimée et pas assez valorisée. « Nous ne sommes pas les idiots de la nation », a précisé le président du syndicat Aly Ressel.

Pourtant, les forces de l'ordre luxembourgeoises ne sont pas malmenés par l'opinion publique. Pour vérifier cela il n'y a qu'à revenir sur quelques affaires récentes où ils ont bénéficié d'un soutien sans faille de - presque - tout le monde. L'affaire Schmit par exemple, où c'est le ministre qui a du faire une marche arrière et se faire sauver en dernière minute par Jean-Claude Juncker. Personne n'a vraiment mis en cause la policière qui s'est plainte à sa hiérarchie. Plus graves encore les histoires impliquant les usages d'armes à feu de la part des policiers, comme en Belgique où il y a même eu mort d'homme. Sans oublier la tristement célèbre affaire « Maulusmillen » : dans tous les cas les policiers ont été lavés de tout soupçon.

Mais apparemment même l'augmentation promise de leurs effectifs - plus 500 policiers dans les années à venir - ne leur suffit pas. C'est la réforme de l'administration publique

qui fait monter les policiers aux barricades et surtout les baisses de salaire pour les nouvelles recrues et la disparition de certaines primes. En fait, il semble bien que la police grand-ducale se sente toujours un peu en-dessus des choses. On le voit aussi bien dans leur refus total d'un hypothétique système d'évaluation. Si l'application d'un tel système aux forces de l'ordre peut poser problème - comme par exemple en France, où le système des quotas de Sarkozy a mené à une augmentation boulimique des gardes-à-vues - cela ne veut pas dire que plus de contrôle sur les contrôleurs serait forcément contreproductif. Tout au contraire : on attend toujours une réforme de l'inspection générale de la police, instance pas assez indépendante pour vraiment inspirer confiance. Mais cela n'appartient pas aux revendications syndicales.

Par contre une autre revendication est presque passée inaperçue dans la presse nationale de ce jeudi : celle d'augmenter le niveau des recrues. La SNPGL veut qu'au futur les brigadiers aient au moins une classe 3e classique ou d'onzième technique, et les lieutenants au moins le bac. On peut se demander pourquoi cette revendication est si peu médiatisée alors que selon Claude Strotz du service presse de la police - qui n'est pas membre du syndicat lui-même - elle est tout sauf nouvelle.

Il semble un peu que la police est victime de sa bonne image dont elle jouit auprès de l'opinion publique et que cette dernière ne tolère pas que « leur » police apparaisse faible. Une fausse bonne idée, car elle ne permet pas d'avancer et d'améliorer la police dans l'intérêt de tous.

## SHORT NEWS

### Kontrolle der Selbstkontrolle

Langsam aber sicher bereitet Ombudsman Marc Fischbach seinen Abgang vor. Die jüngste „recommandation“ an Regierung und Gesetzgeber überschreitet in einem gewissen Sinn den Kompetenzbereich des Luxemburger Ombudsmann. Der soll eigentlich nur Beschwerden, die die öffentlichen Dienste betreffen, bearbeiten. Weil Fischbach im Alltag aber mit zahlreichen Anfragen bezüglich bestimmter liberaler Berufszweige - es geht um Anwälte, Gerichtsvollzieher, Notare und Ärzte - konfrontiert wird, bei denen ersichtlich ist, dass die Selbstkontrolle unzureichend funktioniert, soll eine öffentliche Instanz geschaffen werden, die jährlich das Funktionieren der Selbstkontrollmechanismen der freien Berufe überwacht. Dieses Gremium darf dabei nicht in einzelne Fälle eingreifen sondern soll dokumentieren inwiefern die BürgerInnen in einem Beschwerdefall überhaupt Gehör finden, und ihre Anträge in einem akzeptablen Zeitraum bearbeitet und beantwortet werden. Doch Fischbach scheint von seiner Idee selbst nicht vollends überzeugt zu sein, wünscht er doch für seinen Nachfolger eine Ausweitung des Kompetenzbereiches auf alle, einem öffentlichen Dienst gleichzustellenden Aktivitäten, wie sie eben auch von den Freiberuflern abgedeckt werden. Dann würde nicht nur die Selbstkontrolle überwacht, sondern der Ombudsman könnte auch in einzelne Dossiers „quant au fonds“ eingreifen.

### Attention et préoccupation

Comme un peu partout dans le monde arabe en ce moment, la situation au Bahreïn a de quoi inquiéter. Enfin, surtout pour le pouvoir en place la situation se dégrade et la minorité sunnite qui gouverne ce petit émirat a peur de la grogne de son peuple, majoritairement chiite. Même l'apport du « savoir-faire » français que leur avait proposé l'ex-ministre des affaires étrangères Michèle Alliot-Marie n'a pas réussi à calmer ses éminences. Finalement, ils ont préféré faire appel à leurs voisins saoudiens, dont les troupes ont tiré à balles réelles sur les manifestants causant de nombreux morts. Or, le Bahreïn ne possède pas uniquement un circuit de formule 1 - resté vide en 2011 -, mais il entretient aussi d'excellentes relations commerciales avec le Luxembourg. De nombreuses missions économiques avaient le Bahreïn comme destination et un accord de non-double imposition a été signé. On est alors en droit de se demander comment notre gouvernement réagit à ces événements. C'est le vert Félix Braz qui s'y est collé (voir woxx 1102). Réponse de Jean Asselborn : le gouvernement « appelle les parties à s'engager à entrer dans un processus de dialogue destiné à résoudre les tensions à l'ordre interne. A l'image de la Tunisie et de l'Égypte, un éventail de réformes devrait permettre au Bahreïn de s'ouvrir à la voie du pluralisme. » Un vœu pieu et surtout une occasion ratée, car le grand-duché pourrait utiliser ses liens économiques pour faire pression en faveur des manifestants. Mais il se contente de suivre la situation avec « attention et préoccupation ».

### Bordel énergétique

Avec la catastrophe de Fukushima, la question de l'énergie verte est redevenue une triste actualité. Aussi au Luxembourg, où le ministre de l'économie Jeannot Krecké s'est empressé de faire la pub pour l'énergie verte d'Enovos sur RTL et d'annoncer une campagne pour « une autre consommation » avec cette même firme. Une annonce qui a fait bondir les autres fournisseurs d'énergie verte comme Sudstrom et Eida qui sont déjà minoritaires par rapport à Enovos. Ainsi Paul Kauten, l'administrateur d'Eida - qui ne fournit que de l'énergie renouvelable - a rappelé lors d'une conférence de presse cette semaine les liens par trop étroits qui lient le ministère à Enovos. Ainsi le premier conseiller de gouvernement à la direction de l'énergie préside aussi les conseils d'administration d'Enovos et de Creos qui gère la distribution de l'énergie. Un conflit d'intérêt classique voulu par la politique qui fait dire à Kauten que le ministère devrait informer les consommateurs sur toutes les possibilités de se fournir en courant vert. Depuis, comme par magie, l'institut luxembourgeois de régulation a rappelé dans un communiqué que chacun est libre de choisir son fournisseur.